



REVUE DES LIVRES

Karthala | « Politique africaine »

2020/1 n° 157 | pages 233 à 243

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811127619

DOI 10.3917/polaf.157.0233

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-1-page-233.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

© Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

REVUE DES LIVRES

CENTIME ZELEKE (Elleni)
*Ethiopia in Theory: Revolution
 and Knowledge Production,
 1964-2016*

Leyde/Boston, Brill, 2019, 296 pages

Ethiopia in Theory est un projet ambitieux et novateur. Ambitieux par le souhait d'Elleni Centime Zeleke d'étudier trois thématiques : la production et l'utilisation du savoir en Éthiopie ; le mouvement étudiant des années 1960-1970 et son héritage ; et le rôle des sciences sociales dans le contexte africain. Novateur ensuite en raison de la biographie de l'auteure. Si le mouvement étudiant éthiopien a été étudié à de nombreuses reprises, il l'a toujours été par des chercheurs ayant eux-mêmes été activement ou passivement associés au « moment 68 » éthiopien. Reniant le plus souvent leur engagement passé, leur lecture de ces années est partielle et partielle. Les chercheurs étasuniens et européens peuvent également être caractérisés par leur proximité trop marquée avec telle ou telle organisation politique. Née dans la diaspora éthiopienne, Elleni Centime Zeleke est la première historienne à traiter un sujet dont elle n'était pas contemporaine.

Trois thématiques sont étudiées de manière croisée dans une monographie divisée en trois parties. La première traite de la production du savoir sur l'Éthiopie, et particulièrement des sciences sociales, en s'intéressant aux études consacrées à la révolution éthiopienne de 1974. L'auteure nous propose ainsi une revue de littérature critique sur les études consacrées à la révolution, aux causes de cette dernière et à son éventuelle évolution. Elle démontre de manière pertinente les biais des nombreux auteurs, conséquence d'un lien tenu avec des organisations politiques parties prenantes du moment révolutionnaire. Trois écoles sont particulièrement mises en

avant : tout d'abord les chercheurs sympathisants des mouvements marxistes de l'EPRP (Ethiopian People's Revolutionary Party) et du Meison (All-Ethiopia's Socialist Movement) ; ensuite une étude favorable à la junte militaire qui s'approprie le pouvoir après avoir marginalisé les mouvements politiques ; et finalement les chercheurs ayant pris fait et cause pour le mouvement indépendantiste érythréen. Les différentes lectures des événements de 1974 sont ainsi présentées comme irréconciliables.

Dans la deuxième partie, Elleni Centime Zeleke s'intéresse à une deuxième catégorie d'acteurs de la production du savoir : les étudiants éthiopiens du « moment 68 » actifs entre 1964 et 1976. Réunis dans des associations et des partis, ils publient des revues dans lesquelles ils dressent le portrait de l'Éthiopie sous Haïlé Sélassié et formulent des options économiques et politiques pour une société post-impériale et socialiste. Ce réseau transnational réparti entre l'université d'Addis Abeba, les États-Unis et l'Europe est composé d'étudiants de disciplines variées qui s'intéressent à deux enjeux qui dominent la décennie de débats intellectuels : la question agraire et la question nationale. Pour Elleni Centime Zeleke, ces deux thèmes vont ainsi dominer le champ politique éthiopien jusqu'aujourd'hui puisqu'elle cherche à démontrer une filiation entre les idées du mouvement étudiant et les révoltes sociales qui ont marqué l'Éthiopie après les élections controversées de 2005. L'auteure nous propose également quelques biographies sélectionnées d'auteurs de revues et de pamphlets pour illustrer l'importance de cette génération jusqu'à la fin des années 2000.

La troisième partie retrace quant à elle la production des sciences sociales dans un contexte élargi à l'ensemble du continent africain. Bien qu'elle ne cherche pas à être exhaustive, Elleni Centime Zeleke présente les principales traditions qui ont façonné le

développement des sciences sociales sur le continent, en insistant particulièrement sur l'histoire et l'anthropologie. Elle achève ensuite son propos en offrant au lecteur une théorie du développement humain, qu'elle élabore à partir des travaux de György Lukács et de Karl Marx. Ce travail se veut une étude sur la production des savoirs mais également une proposition épistémologique.

Les postures intellectuelles d'Elleni Centime Zeleke sont fortes, explicitées et justifiées dans chaque chapitre. Ce travail est un apport considérable à la recherche sur les espaces africains et l'Éthiopie contemporaine même si nous pouvons regretter l'absence de sources originales. En privilégiant la documentation publiée aux fonds d'archives et les textes publiés en anglais, cette étude écarte de nombreux acteurs et auteurs ayant publié en amharique notamment. Notons également que, malgré l'abondante production textuelle du Front populaire de libération de l'Érythrée et de ses sympathisants, évoqués dans la première partie, aucune référence à ce mouvement n'est mentionnée dans cet ouvrage. Malgré ces réserves, *Ethiopia in Theory* est un regard rafraîchissant sur l'histoire des sciences sociales en Afrique, de l'Éthiopie prérévolutionnaire et du lien entre sciences sociales et mobilisations politiques.

Paulos Asfaha

Université de Genève

BEREKETEAB (Redie) (dir.)
National Liberation Movements
as Governments in Africa
 Londres/New York, Routledge, 2017,
 270 pages

Constitué de 13 études de cas et de 3 chapitres théoriques, ce livre est probablement – et à défaut d'un inventaire exhaustif – un des ouvrages les plus complets et les plus variés sur les mouvements de libération en

Afrique et leur transformation en « gouvernements ». Les études de cas sont réparties en quatre sous-groupes thématiques concernant des mouvements de lutte : (1) contre la domination coloniale (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Algérie) ; (2) contre des régimes minoritaires blancs (Afrique du Sud et Zimbabwe) ; (3) contre l'annexion par des pays voisins (Namibie, Érythrée et Soudan du Sud) ; et enfin (4) des mouvements ayant mené des « luttes de libération réformistes » en vue d'un changement de régime (Ouganda, Éthiopie, Somaliland et Somalie). Même si les chapitres sont courts et de qualité inégale, ils offrent un aperçu d'une rare diversité sur les dynamiques de lutte nationaliste dans des contextes historiques et des temporalités variés.

Si les deux premières catégories sont classiques et regroupent des mouvements qui ont déjà fait l'objet d'un nombre assez conséquent d'études, notamment sur l'Afrique australe, d'autres choix surprennent. Conceptualiser la Namibie, l'Érythrée et le Soudan du Sud comme des pays ayant subi une « annexion de pays voisins » ne tombe pas sous le sens et aurait mérité quelques explications. De même, l'extension de la catégorie de « mouvements de libération nationale » à des mouvements réformistes ou visant un changement de régime, comme le National Resistance Movement de Museveni en Ouganda ou le Tigray People's Liberation Front en Éthiopie, si elle est intéressante, demanderait également à être explicitée. On peut en effet se demander pourquoi le choix s'est porté sur ces deux mouvements plutôt que, par exemple, sur le Front patriotique rwandais de Paul Kagame ou l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo de Laurent-Désiré Kabila. Il aurait été également utile de situer cette catégorie par rapport à la littérature sur les guerres civiles et les mouvements armés.

Cette catégorisation quelque peu hasardeuse est le symptôme de la principale

faiblesse du livre, à savoir une problématique malheureusement insuffisante autour de l'objet même du livre. Les organisateurs du volume ont fait le choix de se concentrer sur la « performance » des mouvements de libération nationale une fois arrivés au pouvoir, afin de mesurer l'écart éventuel entre les idéaux de la lutte et leur mise en œuvre par les anciens libérateurs devenus gouvernants. On s'en doute, le constat est plutôt sombre et les études de cas se rejoignent sur le plan du diagnostic, souvent sévère, qu'elles posent. Si ces questions sont bien sûr légitimes et si les réponses qui y sont apportées permettront aux lecteurs d'approfondir ou de rafraîchir leurs connaissances sur les trajectoires des différents pays étudiés, elles sont d'un intérêt plus limité pour l'analyse comparative et d'un point de vue théorique.

Surtout, l'accent mis sur les performances des régimes issus des mouvements de libération et sur leur (in)capacité à répondre aux attentes sociales, politiques et économiques qu'ils ont suscitées ne permet pas de résoudre le paradoxe apparent qu'il y a entre ce constat d'échec et la longévité au pouvoir de ces mêmes mouvements. Comme le relève pourtant John Markakis dans un des chapitres théoriques (chapitre 3), le Somaliland est en effet le seul cas où un mouvement nationaliste, le Somali National Movement, une fois arrivé au pouvoir, ne s'y accroche pas (p. 35). Parmi les autres cas étudiés dans le livre, seul un mouvement, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap Vert (PAIGC), a dû céder le pouvoir après l'avoir conquis – et encore pour un bref épisode seulement – ; tous les autres s'y sont maintenus malgré des « performances » en termes de gouvernance démocratique et de développement économique plus que mitigées. Quels sont donc les ressorts de la légitimité des « mouvements de libération comme gouvernements » si l'on admet que leur maintien au pouvoir pendant des

décennies ne peut s'expliquer seulement par leur autoritarisme ?

On retrouve des éléments de réponse à cette question dans les différentes études de cas, mais il aurait été plus fécond de faire de cet apparent paradoxe un des fils rouges du livre et d'interroger les leviers matériels et symboliques de cette longévité et de la persistance d'une parcelle au moins de la légitimité qu'elle présuppose. La politique de la mémoire, tout d'abord. C'est bien sûr dans la légitimité que confère la lutte de libération elle-même et dans la façon dont les anciens « libérateurs » parviennent à en mobiliser la mémoire que se trouve une des clés principales de leur longévité, comme le montrent notamment les chapitres sur l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. Ensuite, la force des « régimes de libération » (p. 36) tient aussi à leur capacité de mise en récit de la nation, qui permet de réunir la « grande famille » nationale autour du parti lorsque celui-ci doit faire face à des divisions ou qu'il est mis en cause pour sa gouvernance (voir notamment les chapitres sur la Namibie, le Mozambique et l'Angola). Enfin, la force de ces régimes repose aussi sur une certaine culture du pouvoir, façonnée par la lutte armée. La capacité ou l'incapacité des mouvements à maintenir cette culture du pouvoir – généralement autoritaire, centralisatrice et exclusiviste – tout en l'adaptant aux aléas de la « bonne gouvernance » est un autre élément clé de leur longévité. Les chapitres sur l'Algérie, la Namibie, l'Érythrée, ou le Soudan du Sud offrent d'intéressantes pistes de réflexion sur ce sujet.

Même si ce livre laissera probablement le lecteur sur sa faim pour ce qui concerne la réflexion comparatiste et conceptuelle, sa valeur principale tient à sa richesse empirique sur les dynamiques historiques des principales luttes de libération qu'a connues l'Afrique.

Didier Péclard

Université de Genève

BUIRE (Chloé)
Citadins-Citoyens au Cap. Justice et espace après l'apartheid

Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 352 pages

Comment les identités citadines ont-elles évolué au Cap (Afrique du Sud) depuis la fin de l'apartheid? Comment se construisent l'estime de soi, la légitimité politique et la gouvernementalité communautaire dans les zones marginalisées de cette ville, à savoir les townships? Et dans quelle mesure ces éléments peuvent-ils susciter la résistance ordinaire et le changement? Chloé Buire aborde ces différentes questions dans un ouvrage, issu d'une thèse de géographie soutenue en 2014, dans lequel elle explore les dimensions politique, spatiale et identitaire de la contestation quotidienne. La chercheuse développe alors une pensée critique par l'espace: pour elle, «l'espace n'est pas seulement "le lieu où", ni "ce pour quoi on se bat". Il est la matière première des tactiques citoyennes, individuelles et collectives, conservatrices et transgressives» (p. 304).

L'une des originalités de ce travail tient à son terrain. Alors que les ethnographies sur l'Afrique du Sud se concentrent souvent sur l'expérience d'un groupe socio-racial unique, reproduisant ainsi implicitement les catégories officialisées sous l'apartheid, Chloé Buire interroge les possibilités de coprésence au sein de la circonscription 44, circonscription qui rassemble des espaces historiquement définis comme «colorés» et «africains». Par ailleurs, l'étude a été menée entre 2007 et 2017, décennie durant laquelle le mythe fondateur de la libération sud-africaine s'est effrité, laissant émerger de nouvelles nostalgies et revendications. Ces deux caractéristiques permettent à Chloé Buire de développer une analyse fine en quatre parties des imaginaires urbains actuels et des négociations

pragmatiques des citoyens/citoyennes, entre héritage de la lutte contre l'apartheid et nouvelles normes post-apartheids.

La première partie s'organise autour d'une question centrale: pourquoi la fin de la ségrégation officielle n'a-t-elle pas éliminé les fragmentations raciales dans la société post-apartheid? La réponse de Chloé Buire souligne la façon dont «l'étroite association entre la production urbaine et la production raciale» (p. 60) a enraciné l'idéologie raciale dans les imaginaires urbains au Cap. L'auteur montre également les nombreuses contradictions qui traversent les politiques municipales en matière d'intervention spatiale depuis la fin de la ségrégation. Ces contradictions idéologiques limitent les tentatives de réduction des inégalités socio-économiques et le développement d'une démocratie, et plus largement freinent la déconstruction de l'association historique entre identité, espace et race. Dans ce contexte, le repli localiste reste un moyen privilégié par les citoyens marginalisés des townships pour revendiquer une appartenance citadine positive. Dans la suite de l'ouvrage, Chloé Buire interroge les pratiques qui remettent en cause ces normes dominantes à partir de trois objets: les récits de vie, les pratiques citoyennes et la gouvernementalité communautaire.

Les récits de vie des habitants de la circonscription 44 sont examinés dans la deuxième partie de l'ouvrage en tant qu'inventions politiques et pragmatiques. Chloé Buire fait ressortir les paradoxes temporels et spatiaux de ces récits et montre comment la souffrance subie, notamment à la suite des déménagements forcés, y devient un outil de construction de soi et une preuve d'autochtonie. Pour saisir la portée politique de ces récits, la chercheuse développe un cadre théorique inspiré des écrits d'Henri Lefebvre et de la philosophie critique sur la justice spatiale. Elle précise ainsi l'objectif de sa réflexion, à savoir mettre à jour

des espaces de production de normes et de codes inédits capables de contester les règles dominantes. Les deux dernières parties du livre visent à identifier de tels espaces, qualifiés de différentiels, au sein des lieux de participation politique et dans la vie locale.

Chloé Buire étudie les espaces de rencontres entre les pouvoirs publics et les citoyens ordinaires, tels que les comités de quartier ou le forum de la circonscription, pour saisir les pratiques citoyennes et la légitimité politique des acteurs. En comparant ces différents espaces de participation, la chercheuse identifie deux idéaux-types de citoyenneté : le premier, hérité de la lutte contre la ségrégation, ancre la résistance politique dans le quotidien du quartier ; le second, défendu par les nouvelles instances publiques, suppose une neutralité idéologique, religieuse et politique qui tend à nier le quotidien du township. Chloé Buire montre bien qu'en pratique ces figures cohabitent dans les différents espaces. Selon l'auteur, cette cohabitation et le métissage des rationalités qui en résulte sont propices au changement : ils permettent d'ouvrir des espaces différentiels. Toutefois, la nature de ces changements ne peut être déterminée *a priori*, car pratiques transformatrices et conservatisme régressif s'y côtoient. Chloé Buire propose dès lors d'illustrer la diversité des formes de citoyenneté/citadinité qui favorisent plus ou moins la transformation grâce à une typologie des *leaderships* locaux.

Dans la dernière partie du livre, Chloé Buire se penche sur la gouvernamentalité communautaire. Adoptant une perspective foucauldienne, elle analyse le code de conduite collectif différent selon les quartiers et le genre. Suivre ces normes permet aux habitants de la circonscription 44 d'affirmer leur appartenance au quartier et d'afficher une certaine respectabilité. Toutefois, ces codes, inscrits dans l'espace

et dans les corps par l'action de différents groupes (gangs, scouts, vigilante, etc.), mobilisent des valeurs peu compatibles avec la recherche de justice spatiale selon la chercheuse (autocensure, logiques de frontière, discipline/punitions, etc.). C'est en définitive dans l'espace domestique, et plus exactement dans la maison, que Chloé Buire trouve la possibilité d'une résistance ordinaire, à mi-chemin entre la reproduction des règles implicites et la création d'un nouveau code. Selon cette analyse, la maison devient l'espace social par excellence de l'invention de soi et du droit à la ville ; elle représente pour les habitants « la matière première de leur identité citadine et de leur légitimité citoyenne » (p. 309).

L'ouvrage de Chloé Buire dévoile toute la complexité des identités et des imaginaires post-apartheids, ainsi que la force des assignations spatiales, raciales, politiques et économiques dans le Cap du XXI^e siècle. Qui plus est, l'analyse des pratiques spatiales et des passions politiques des habitants de la circonscription 44 met en lumière les enjeux actuels du pays : violence, pauvreté, racisme et xénophobie, clientélisme, etc. Seul regret peut-être, une discussion plus poussée des politiques de logement, ainsi que des implications de la représentation politique de la maison unifamiliale et en dur aurait sans doute permis de creuser davantage les déterminants historiques et politiques qui font de l'espace domestique un lieu si politisé au Cap. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage nous éclaire sur la difficulté à dépasser certains cadres de pensées historiques qui ont façonné l'espace matériel et imaginaire, créant de multiples tensions pour les habitants des townships, ainsi que chez les politiques et les urbanistes.

Marie Schnitzler
Université de Liège

BONNECASE (Vincent)
Les prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso
 Paris, Éditions de l'EHESS, 2019,
 280 pages

Vincent Bonnacase poursuit le sillon creusé depuis le début de ses recherches autour de la pauvreté, abordé ici sous un autre angle¹. Dans *Les prix de la colère*², il souhaite appréhender la perception de la « vie chère » dans des milieux populaires, le sentiment d'injustice qu'elle génère, le rôle joué par la mémoire des prix et les émeutes qui peuvent en découler, notamment en 2008, au regard du rapport à l'État, concret ou imaginé, et des politiques gouvernementales. Pour ce faire, il mobilise une vaste bibliographie, tant les études des « émeutes de la faim » et autres révoltes frumentaires ont retenu l'attention des chercheurs dans le temps – on pense bien sûr à l'époque moderne et révolutionnaire en Europe – et dans l'espace contemporain. Il s'appuie aussi sur les recherches autour des mobilisations sociales ou de la gouvernance.

Les sources et la méthodologie sont exposées de manière fine, d'emblée et au fil des pages (p. 165-169 et p. 217-218 sur la lecture rétrospective d'événements, p. 261 sur la colère), dans un style plaisant et une démarche clairement exposée. Vincent Bonnacase précise les conditions des entretiens réalisés en 2013 dans deux quartiers, l'un à Ouagadougou (Zone I, 26 entretiens), l'autre à Bobo Dioulasso (Koko, 34 entretiens), complétés par les micro-expériences et les conversations informelles du quotidien qui permettent au chercheur de contextualiser et d'enrichir les

informations qu'il recueille. À ces enquêtes s'ajoutent celles effectuées auprès d'acteurs politiques ou économiques. L'auteur note toutefois l'impossibilité d'avoir accès à certains renseignements, ainsi que les réticences de maints interlocuteurs qui préfèrent être discrets ou se taire, qu'il s'agisse de responsables des ministères, d'importateurs de grains ou de participants aux mobilisations (p. 152 et p. 192). L'auteur précise également son positionnement alors que sa génération en Europe « a connu un reflux des aspirations révolutionnaires » (p. 15), un amoindrissement des grands combats collectifs, ou du moins de leur capacité à influencer les politiques.

L'ouvrage est divisé en trois parties : « Mécontentements », « Gouvernements », « Révoltes », ce qui, l'auteur en convient lui-même, n'empêche pas certaines répétitions à vocation didactique. Chaque partie met l'accent sur des approches et des sources particulières.

La première, plus ethnologique, exploite les nombreux entretiens réalisés dans les quartiers pour déceler les causes et les ressentis des mécontentements ordinaires. Elle met en avant la perception des prix et leur mémoire à travers certaines denrées ou objets, qui reviennent fréquemment dans les conversations et expriment le « ça ne va pas ». Les besoins alimentaires jouent un rôle majeur dans un contexte urbain où ils concentrent environ un tiers des budgets. Une histoire de la consommation populaire se dessine, passant du mil ou du haricot, devenus chers, au maïs et au riz importé. Le prix du sucre en temps de ramadan, celui des condiments, appréhendés généralement par les femmes, celui des molyettes... servent aussi d'étalon à la cherté de la vie. Une analyse fine des appellations du riz, selon sa qualité, éclaire la différenciation sociale des modes de consommation. Le riz de l'aide alimentaire, qui s'impose durant la sécheresse des années 1970,

1. Vincent Bonnacase, *La pauvreté au Sahel. Du savoir colonial à la mesure internationale*, Paris, Karthala, 2011.

2. Travail original présenté lors de son HDR (habilitation à diriger des recherches) en science politique en 2018.

accentue sa dimension de ressource politique alors qu'on passe, dans la durée, du projet d'« autonomie alimentaire » à celui de « sécurité ».

La subjectivité des acteurs et des actrices domine forcément dans la formulation du rapport au passé, de la mémoire des prix, qu'ils ou elles mettent en relation l'évolution des cours avec leur vécu personnel ou familial (« quand j'étais jeune ») ou avec des événements historiques expérimentés directement ou relatés par des proches (tel régime ou telle crise politique). S'y expriment un contre-discours de la croissance post-indépendance ou une nostalgie du passé, qu'il ne s'agit pas pour l'auteur de dater précisément (tel président, la dévaluation de 1994) mais de prendre tels quels comme une expression contemporaine du malaise. En ressortent deux leitmotivs : les prix sont plus élevés qu'avant ; l'État doit agir.

La deuxième partie, avec une approche historique, repose principalement sur des archives et des témoignages d'acteurs politiques. Elle vise à reconstituer une histoire de la politique des prix, des temps coloniaux au libéralisme post-ajustement structurel. Le cours de certaines denrées de base en vient, au fil des années, à être un instrument des politiques gouvernementales, des mercures coloniales à la création de l'Office national des céréales (Ofnacer, 1971-1994) et à la litanie des mesures de fixation des prix. Agir sur les prix pour contrôler le coût de la vie des urbains est une méthode classique des pouvoirs dans les pays fortement urbanisés. Le Burkina Faso ne compte que 30 % d'urbains, mais les 2,8 millions d'habitants de la capitale et les 800 000 de la deuxième ville (au début des années 2010), sur environ 20 millions d'habitants, ont une capacité inversement proportionnelle à bousculer les régimes. Le lien entre l'adoption d'une mesure de contrôle des prix, son impact effectif et sa représentation

dans les esprits et les mémoires des citoyens ne tient pas, bien sûr, d'une relation simple de cause à effet. Il renvoie à un ensemble de facteurs forcément complexes. Au-delà de l'omniprésence du discours, sorte d'incantation magique devant prouver que l'État agit tout en le légitimant, se pose la question de l'application des mesures, souvent laxiste sauf du temps de Sankara (1983-1987). Intervient aussi le rôle d'acteurs ou d'actes extérieurs, que ce soit la dévaluation du franc CFA en 1994 ou la politique d'ajustement structurel, appliquée en 1991. L'art de la communication est alors fondamental, qui fait passer le libéralisme et la concurrence pour des bienfaits aux retombées bénéfiques. L'imbrication des acteurs du privé et du public, des dirigeants politiques et des milieux économiques est un fait qu'il est difficile de démêler. L'« opacité recherchée³ », en l'occurrence pour l'attribution des marchés censée réguler les prix, fait partie des techniques de la gouvernance (p. 152) et complique le travail du chercheur, bien conscient que la population connaît les noms des grands commerçants. L'évocation d'acteurs internationaux⁴ est rare ou rapportée à la situation locale. Ainsi les ONG donatrices de grains sont perçues comme des opportunités de détournement pour les dirigeants et leur clientèle.

Finalement, la troisième partie, avec une approche sociologique, s'appuie essentiellement sur la presse et des entretiens pour faire revivre et analyser des moments de contestation ouverte, expressions visibles des colères, intervenant selon des modalités de « non-intentionnalité et de hasard » (p. 215). Ceci permet à l'auteur de dérouler

3. B. Hibou *L'Afrique est-elle protectionniste ? Les chemins buissonniers de la libéralisation extérieure*, Paris, Karthala, 1996, p. 171

4. Question discutée en conclusion (p. 257). Peut-on avancer le fait que le Burkina Faso apparaît moins lié aux cours de produits d'exportation (café, cacao, pétrole) que d'autres pays ?

une histoire des luttes sociales au Burkina Faso. Vincent Bonnacase montre que, pendant des décennies, les mouvements de revendications étaient portés par des organisations, syndicales ou partisans, qui avaient mieux résisté qu'ailleurs en Afrique occidentale à la répression et au démantèlement. Celles-ci, depuis les années 1950, valorisaient la défense des salaires⁵ ou, plus récemment, celle des droits politiques, notamment après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo en 1998. Les émeutes, qui éclatent en février 2008 et touchent aussi Ouahigouya et Banfora, villes ayant 80 000 habitants environ, interviennent en dehors de tout encadrement syndical ou politique et s'insurgent contre la cherté de la vie. En analysant la courbe des prix (l'émeute ne coïncide pas avec le pic pour le riz importé, p. 196), Vincent Bonnacase insiste sur la multiplicité des facteurs de déclenchement d'une révolte. Selon lui, en dénonçant les prix, la population remet en cause la légitimité même de l'État, incapable d'assumer ses devoirs, en quelque sorte piégé à son propre discours, ce que montre aussi l'hétérogénéité des cibles visées. L'auteur propose une lecture fine des événements, les émeutes étant suivies par l'organisation, début mars, de la « Coalition contre la vie chère, la corruption, l'impunité, la fraude et pour les libertés » (CCVC), et d'une série de grèves et de manifestations qui se déroulent jusqu'en mai. Les questions discutées portent sur la transformation des mouvements sociaux dans la durée, en dépassant une dichotomie simpliste qui opposerait formation spontanée, violence, majorité masculine d'un côté, et construction réfléchie, organisation, participants mêlés en termes d'âge et de sexe de l'autre. Sous l'angle du genre s'impose l'image de femmes brandissant leur cabas

5. La part des salariés dans les villes de plus de 25 000 habitants passe de 33 % en 1985 à 25 % en 1996.

vide, ce qui les place résolument du côté des mères nourricières, figure autant classique que stéréotypée. Ceci rejoint le discours de la secrétaire générale du grand syndicat guinéen, Rabiadou Serah Bah Diallo, lors de la grève générale de février 2006 : « Quand j'allume le feu, c'est en dessous de la marmite pour préparer à manger pour ma famille. Or, je n'allume plus le feu parce que la marmite est vide. Et pourquoi est-elle vide ? Parce que, comme la population, je ne sais plus rien acheter. Tout est devenu trop cher. [...] La mauvaise gouvernance, c'est vous. Ce ne sont pas les travailleurs⁶ ! »

Mettre l'accent sur les salaires ou sur les prix ne revient-il pas de fait à dénoncer la même chose : la cherté de la vie, l'incapacité de faire face aux dépenses⁷ ? Sous une forme corporatiste ou élargie, certes, mais l'État interpellé réagit, à ce moment-là comme avant, par les prix, avec des solutions de court terme impliquant des acteurs privés dont la probité est constamment questionnée. Les pillages lors des mouvements qui aboutirent à la chute de Compaoré en 2014 visèrent aussi bien les dépôts étatiques de riz que ceux des ONG, ou les magasins des grands négociants, et illustrent ce brouillage des frontières entre les gens tenus pour responsables, mais aussi celles de l'économie morale. Les pillages (12 000 tonnes au bas mot pour les entrepôts publics) ont été gommés des récits glorieux postérieurs.

À partir de l'exemple du Burkina Faso, Vincent Bonnacase fournit des pistes de réflexion en jouant sur des échelles et des focales variées, individuelles ou collectives,

6. Entretien cité par C. Pauthier « Tous derrière, les femmes devant ! Femmes, représentations sociales et mobilisation politique en Guinée (1945-2006) », in O. Goerg (dir.), *Perspectives historiques sur le genre en Afrique*, Paris, L'Harmattan, coll. « Groupe Afrique Cahiers n° 23 », 2007, p. 219-238.

7. Cette polyvalence et sa complexité sont discutées page 248.

sans perdre de vue le tableau d'ensemble tant les prix sont un indicateur pertinent pour mesurer le malaise social et les tensions des relations entre État et citoyens. De nombreux lecteurs s'y retrouveront tant peuvent être similaires d'autres expériences.

Ces pistes sont autant d'ouvertures. Ainsi, alors que l'usage des téléphones portables s'est répandu comme une traînée de poudre parmi toutes les couches de la population, il est intéressant de noter qu'ils ne sont pas mentionnés : est-ce parce qu'on n'y voit pas la main de l'État ? Qu'en est-il des loyers ou du coût du foncier mis en avant par les études sur « le droit à la ville » ? Par ailleurs, que se passerait-il si on élargissait les populations cibles choisies en lien avec le concept de justice, autre paradigme du livre : quid des classes moyennes, symbolisées ou non par le salariat ? On ne peut que penser à l'admirable *Zan Boko*, film de Gaston Kaboré (1988), qui met en scène les contrastes sociaux à travers, notamment, des modes de consommation, sur fond de litige foncier.

Des événements récents partout dans le monde, évoqués en conclusion, ne font que renforcer l'intérêt de cette analyse et continuer à nourrir la réflexion sur l'imprévisibilité et la subjectivité des réactions que seules une multiplicité de facteurs, analysés sur la longue durée, permettent d'expliquer.

Odile Goerg

Cessma

LECOQC (Baz) et NIANG (Amy)
(dir.)

*Identités sahéliennes en temps
de crise. Histoires, enjeux
et perspectives*

Münster, Lit Verlag, 2019, 368 pages

Les contributions réunies dans ce volume invitent à un renouvellement des regards sur les sociétés sahéliennes. En prenant

pour angle la question identitaire, le lecteur découvre les processus sociopolitiques de ces sociétés à travers quatorze contributions structurées en cinq parties. Il s'agit en particulier des inégalités sociales, des dynamiques conflictuelles, des questions de gouvernance, des expressions culturelles et des pratiques de redéfinitions identitaires des jeunes.

Ces différents aspects de la vie des populations sahéliennes sont examinés selon une perspective multidisciplinaire. La diversité disciplinaire des auteurs se traduit par une complexité et une complémentarité des approches à même de produire une connaissance contextualisée et nuancée des dynamiques locales au Sahel. Si le conflit et la violence occupent actuellement une position centrale dans les études sur la région, ils sont saisis ici à travers une connaissance ethnographique et une perspective historique qui tient compte d'éléments structurels et contingents en proposant une lecture intelligible des changements sociaux. En effet, l'absence d'une telle approche pourrait conduire à l'échec de nombre d'initiatives des États sahéliens et de leurs partenaires internationaux impliqués dans la résolution de la crise.

La partie introductive reformule la notion de crise dans les sciences sociales, où elle est souvent employée pour faire référence à une temporalité passagère marquée par une rupture, une perturbation de ce qui est perçu comme « normal ». Le volume démontre qu'une telle acception peut avoir une portée limitée lorsqu'il s'agit des sociétés sahéliennes. En effet : « Pour un nombre croissant de populations, ces situations de crise ont acquis un statut permanent et sont vécues sans référence expérimentielle à une vie antérieure "normale" » (p. 6). Dans cette optique, les différentes contributions apprennent au lecteur que le « normal » relève plus d'une « aspiration à un devenir » plus stable qu'à une situation antérieure à « restaurer ». À partir d'une telle position

théorique, le conflit et la violence sont considérés comme des variables importantes, mais historiquement situées. La dimension ethnographique des contributions incite donc à distinguer le conflit, qui est structurel dans les sociétés sahéniennes comme dans toute autre société, de la montée de la violence, qui relève plus d'éléments circonstanciels.

En ce sens, le volume favorise une lecture intelligible des changements sociaux en récusant les approches qui abordent les identités sahéniennes comme essentiellement antagonistes, voire conflictuelles. En outre, la diversité des échelles d'analyse permet de décrire la vie quotidienne des populations en l'articulant avec les mutations nationales et internationales. Ce qui permet d'identifier au niveau local les imbrications et les manifestations de certaines questions internationales, comme le djihadisme, la démocratisation ou la lutte contre les injustices sociales et la corruption.

Ensuite, sont remises en cause les catégories dichotomiques et binaires de type noirs/blancs, sédentaires/nomades, musulmans/païens, éleveurs/cultivateurs, nobles/captifs, souvent utilisées par les experts, les journalistes et, parfois, les chercheurs pour analyser les dynamiques conflictuelles au Sahel (p. 98). Loin d'être homogènes et pertinentes, ces catégories empêchent de saisir les enjeux qui sont à l'origine de leur mobilisation ou de leur instrumentalisation par les groupes armés, que ces derniers relèvent du djihad ou de l'autodéfense ethnique, impulsée par des leaders d'associations culturelles à caractère identitaire ou par des chefs traditionnels locaux. Le recours à la mémoire historique des djihads du XIX^e siècle permet ainsi à certaines mouvances djihadistes sahéniennes de se situer dans une continuité historique et identitaire, à l'instar de la Diina du Maasina (p. 103).

Il ressort du volume qu'un tel usage du passé ne rend pas compte de la complexité

ni des événements passés, ni des luttes contemporaines, qui se caractérisent par une dynamique à la fois interne aux sociétés et entre les sociétés sahéniennes pour le contrôle des droits sur les ressources naturelles, ainsi que sur le foncier. Mettant en relief la fluidité de ces catégories et leurs caractères circonstanciels, les analyses de ce volume, qui portent sur le Nord et le Centre du Mali, dévoilent comment les acteurs tendent à une appropriation privée et inégalitaire des droits sur les ressources politiques et économiques, particulièrement lorsque l'incertitude d'un présent de crise motive la mise en récit d'un passé réinterprété, voire réinventé, pour servir les luttes politiques et sociales contemporaines.

Au fil des pages et des profils des acteurs auxquels s'intéressent ce volume, les cadets sociaux, et particulièrement les jeunes, se révèlent être la couche sociale privilégiée par les différentes contributions. La quête d'une certaine justice sociale par ces cadets sociaux passe par une redéfinition identitaire qui mobilise, entre autres cadres référentiels, l'Islam dans ses diverses formes : confrérique chez les rappers mourides des banlieues de Dakar qui performant les récits légendaires du fondateur de leur confrérie en chants populaires, dont certains sont issus des textes du *Wolofal*; réformiste et djihadiste chez les bergers enrôlés sous la bannière noire du djihad dans le Centre du Mali; vertueux, moral et racialisé chez les Bellah-Iklan réfugiés à Abala au Niger, qui aspirent à l'avènement du « Peuple noir du désert », réunissant toutes les personnes de couleur noire et issues des couches serviles des clans touareg du Nord du Mali. Ces différents exemples rappellent le dynamisme des sociétés sahéniennes et la place que la foi islamique occupe dans la formation et la redéfinition de leurs identités actuelles et celles en devenir. Dans cette conjoncture marquée par l'indignation des cadets sociaux, la radicalisation de leurs

revendications « en matière de justice, de reconnaissance, de fin de l'impunité et de lutte contre la corruption » trouve un écho auprès de certains courants réformistes du wahhabisme salafiste (p. 214).

Cependant, qu'il s'agisse de mouvements politiques sécessionnistes comme le Mouvement national de libération de l'Azawad à Kidal, des jeunes du fada/palais à Zinder, des réfugiés Bellah-Iklan d'Abala ou des milices identitaires peul, dogon, bambara, les descriptions contextualisées dans ce volume invitent le lecteur à prêter attention à la capacité d'action de ces groupes marginalisés pour lesquels la crise contemporaine rend incertains les repères identitaires et renvoie à un avenir lointain les attentes d'égalité et de justice. À travers un militantisme complexe et multiforme, chacun de ces groupes affirme sa volonté de « *regain a sens of agency within an otherwise disempowering situation* » (p. 171). Ce désir s'exprime de différentes manières, allant du micro du rappeur dans la banlieue de Dakar à la kalachnikov des jeunes engagés dans les mouvements armés au Mali, en passant par la petite délinquance des jeunes du « palais » au Niger ou les déplacés internes de Gao en formation militaire auprès de la milice Ganda-Koy à Sévaré pour reconquérir leurs régions d'origine, occupées, entre 2012 et 2013, par Al-Qaïda au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et le Mouvement national de libération de l'Azawad.

La profondeur des analyses et la densité des descriptions démontrent donc la nécessité d'une approche ethnographique sensible aux questions historiques et à la diversité des contextes. Une telle approche permet de produire une connaissance nuancée et contextualisée des usages de la mémoire historique et collective et de l'imaginaire collectif, essentiels aux discours identitaires et à leur performativité en temps

de crise. Ainsi, les différentes contributions de ce volume interrogent les identités sahéliennes en les inscrivant dans leur propre historicité. La compréhension de la crise en cours impose de prendre en compte les « multiples changements écologiques, économiques, politiques, sociaux et culturels » (p. 6) qui ont profondément marqué les États sahéliens postcoloniaux.

En définitive, en ces temps difficiles pour les sociétés sahéliennes, traversées par une crise multidimensionnelle, ce volume apporte un éclairage détaillé des pratiques de l'identité dans les différents contextes étudiés. À travers les différentes contributions, le volume souligne l'impasse que représente le « tout sécuritaire ».

Les phénomènes de violence sont étudiés en les situant dans leurs dimensions historiques, sociopolitiques et économiques, favorisant ainsi leurs intelligibilités. Malgré une telle préoccupation empirique, un chapitre aurait pu approfondir les questions méthodologiques et les conditions de la recherche empirique en temps de crise au Sahel. De même, un chapitre de conclusion aurait pu orienter le non-spécialiste dans la recherche d'éléments de réflexion sur les questions posées dans le chapitre d'introduction.

L'ouvrage ne prétend pas apporter de réponse définitive sur la manière de résoudre la crise, mais propose plutôt des éléments permettant de nourrir un débat scientifique et politique qui prend comme point de départ les expériences des populations. À ce titre, il constitue un texte fondamental dans le débat actuel sur les questions identitaires dans un contexte de crise, dont la compréhension est essentielle pour le renouvellement du débat scientifique sur les identités, mais aussi pour les décideurs politiques et les opérateurs du développement ou de la sécurité impliqués au Sahel.

Ibrahima Poudiougou
Université de Turin